

L'islam aujourd'hui : espaces de pensée critique et modèles herméneutiques

par Patrick C. Goujon

Il est plutôt rare de trouver dans les *RSR* des articles consacrés à l'islam ou au Coran pour eux-mêmes. Relire le premier numéro de 1910 donne pourtant à penser que les études islamologiques rejoignaient les préoccupations premières de la revue. Un article, intitulé « Qoran et tradition. Comment fut composée la vie de Mahomet », rédigé par l'islamologue, Henri Lammens, jésuite belge de Beyrouth, soulevait les questions de méthode propres au modernisme. Cette longue étude de plus de vingt pages suivait un article du théologien français jésuite Jules Lebreton, « La foi au Seigneur Jésus dans l'Église naissante », prologomènes à son maître-livre de la fin des années 1930. Un semblable intérêt le guidait avec d'autres choix : comment écrire une vie de Jésus où l'histoire s'harmoniserait avec les Écritures et la Tradition ? Les *RSR* n'ont cessé de revenir sur le problème du « Jésus historique », la revue ne pouvant masquer les évolutions, bien sûr des débats, mais encore de ses prises de position, faisant de notre publication un des témoins et un des acteurs de ces espaces de pensée critique de la théologie chrétienne. Certains des auteurs et des rédacteurs en ont parfois payé le prix fort, avant que soit encouragée, par le magistère en ce qui concerne les catholiques, la critique textuelle, historique et ses conséquences sur la compréhension non seulement de la foi, mais aussi de l'histoire du dogme.

Notre dossier se veut tourné vers les espaces de pensée critique et les modèles herméneutiques en débat dans l'islam contemporain. D'emblée apparaît une différence notable entre christianisme et islam.

L'islam a porté depuis au moins la première décennie du vingtième siècle une interrogation sur l'histoire du Coran, de sa rédaction, réflexion qui emboîtait le pas à l'exégèse biblique. Si l'exégèse libérale protestante poursuivait avec plus de liberté son chemin, il fallut attendre 1943, et *Divino afflante spiritu* de Pie XII pour que soit reconnue la pertinence d'un retour aux textes grecs et hébreux de la bible, du côté catholique. Si tout cela est bien connu du lecteur des *RSR*, peut-être sera-t-il étonné de voir que semblables batailles se sont livrées dans les différents courants de l'islam, mais que, à la différence de celles que le centralisme romain menait, les recherches historiques ne furent en fin de compte jamais acceptées par les autorités de l'islam – concept sur lequel ce dossier revient abondamment, tellement il s'exerce de manières diverses, difficilement comparables avec le magistère romain. C'est d'ailleurs un des intérêts inattendus pour les chrétiens de ces recherches que nous présentons. Le risque est en effet élevé d'une « islamisation » de la vie des chrétiens et de nos institutions, entendons par là la réduction de la foi à des « fondamentaux », qui n'a guère à voir avec la fonction régulatrice du Credo, ni avec ses énoncés. La foi servirait à définir des critères d'appartenance à une culture, critères ramenés à des règles de représentation d'épisodes de la vie du Christ, et des normes portant sur les relations entre hommes et femmes et l'identification sociale des genres, par le vêtement et le comportement, et les formes de leur sexualité.

S'éloignerait-on du sujet ? Aucunement ! La question de fond qui parcourt ce dossier est finalement bien, au travers des débats herméneutiques, une question théologico-politique : qu'est-ce qu'une société pour une religion, comment une religion considère-t-elle l'historicité d'une société, et comment fait-elle face aux relations entre différentes sociétés, à leur interaction, leur conflictualité ? (Les *RSR* envisagent un numéro consacré à la guerre, non pas pour revenir sur la théorie de la guerre juste, qui semble désormais bien inadéquate pour penser les formes de violence qui cisailent notre monde, mais pour préciser le rôle que le christianisme peut jouer dans ce qui suscite des conflits ou pourrait conduire à les résoudre.) Or, notre situation culturelle a reformulé la donne théologico-politique, dans la mesure où aucune religion, dans l'espace politique dont nous héritons, ne peut se définir comme l'englobant d'une société. Une place lui est faite : comment les religions l'occupent-elles ? Le problème de l'interprétation des textes canoniques doit être posé dès lors en tenant compte de ses implications théologico-politiques. Comment s'articulent les énoncés de sens au sein de sociétés pluralistes ? On retrouve ainsi une ligne d'interrogation qui parcourt notre revue depuis une large décennie.

Ce dossier n'aurait pas vu le jour sans l'appui de notre confrère Michel Younès, de l'Université Catholique de Lyon, islamologue et spé-

cialiste du dialogue interreligieux. Il tient pour nous le bulletin de théologie des religions, que ce numéro publie. Nous ne reviendrons pas sur la question du dialogue entre chrétiens et musulmans, sujet qui a pu être traité dans d'autres livraisons des *RSR*, notamment dans les comptes rendus réguliers consacrés à ce sujet. Nous avons plutôt cherché à éclairer les difficiles espaces de la pensée critique au sein de l'islam contemporain. La question nous est venue à la lecture du bulletin précédent de Michel Younès présentant un certain nombre d'ouvrages portant sur l'islam en adoptant différents points de vue, confessants ou non, et différentes méthodes. Lui-même rend compte dans le dernier article de la récente actualité de la recherche en exégèse coranique et du travail remarquable réalisé entre autres par l'IDÉO, l'Institut dominicain des études orientales. Peut-être notre dossier ne prétend-il à rien d'autre que d'ouvrir une fenêtre sur des développements propres à l'exégèse coranique, et aux débats théologico-politiques et épistémologiques qu'ils soulèvent, mais, comme nous le pensons, le lecteur ne manquera pas de s'interroger en retour sur un état actuel du christianisme. Car comme l'explique l'article de Hicham Abdel Gawad, de l'Université libre de Bruxelles, sur le rapport des jeunes musulmans à l'approche historico-critique, l'évolution de la société nous confronte, à l'intérieur du christianisme, à de semblables questions. On y retrouve en effet un trait de notre temps : un refus de l'histoire, propre au présentisme, qui nourrit la croyance en une vérité dictée par Dieu dont les clercs auraient, par élection divine, la sainte garde. On voit ainsi comme se configure la représentation imaginaire d'un ordre socioreligieux, une vision contemporaine de la religion qui puise dans le répertoire des signes culturels pour fixer un état de la culture à un moment aigu de sa transformation et de son affrontement à d'autres cultures. Ce risque, du point de vue de l'islam, est analysé par Leïla Tauil, de l'Université de Genève, dans sa présentation du féminisme critique de la philosophe et islamologue Razika Adnani, qui range tout bonnement le féminisme islamique du côté de l'imposture ! L'argumentaire mérite d'être lu entièrement, dans la mesure où il entend défaire le nœud entre autorité, exégèse et droit religieux qui se nourrit de l'idée d'un Coran incréé et d'un islam originel. En remontant dans les premiers articles du dossier, la lecture de Youssouf T. Sangaré, de l'INALCO, permet de situer la critique de Razika Adnani dans le plus large spectre des femmes exégètes du Coran. L'islam peut s'enorgueillir d'avoir compté des femmes dès les années 1930 parmi les spécialistes du Coran. Ainsi d'Ā'isha 'Abd al-Raḥman¹ qui suivit l'approche littéraire initiée par un autre grand commentateur, Amīn al-Khūlī, son époux. Elle adopte une position de

1. Pour les transcriptions des noms arabes, nous avons maintenu l'usage de chacun des auteurs, qui d'un article à l'autre peut être divergent.

compromis, que l'on retrouve chez un grand nombre d'autres autrices, qui tente d'harmoniser une contextualisation historique du Coran et de ses différents éléments avec la lettre inspirée du texte. D'autres encore proposent de lire les règles sociales énoncées par le Coran non comme des normes pour la société, mais des points de départ pour une réflexion contemporaine. Ce qui ressort de ce panorama critique est plutôt l'impression d'un patchwork d'initiatives, si l'on nous permet l'expression, et surtout, ce que l'article de Constance Arminjon, de l'EPHE, met en lumière, une pérennité de l'apologétique au sein de l'exégèse coranique. C'est sans aucun doute cet article qui rejoint le cœur de ce que les *RSR* poursuivent, et que le colloque à venir, ce mois de novembre prochain, a retenu pour thème. Comment les sciences religieuses, sciences du texte, mais aussi histoire et sociologie, peuvent-elles contribuer, au sein de l'islam confessant, à l'exégèse du Coran ? Pour répondre à cette question, il fallait s'intéresser à l'histoire institutionnelle de l'exégèse et à son articulation avec le droit islamique et la théologie. Nous touchons là explicitement au cœur de la problématique de ce numéro, telle que nous l'avons esquissée au fil de ces pages. La question exégétique se révèle on ne peut plus théologico-politique. Enfin, l'article d'introduction à ce dossier, signé par Dominique Avon, également de l'EPHE, relie l'histoire de l'exégèse critique du Coran à la scansion historique du vingtième siècle, histoire politique, internationale tout autant que religieuse. Il livre d'emblée un élément institutionnel clé pour comprendre la difficulté des débats au sein de l'islam : les essais de lecture critique ne reçurent jamais de soutien favorable, ni à leur commencement ni dans le cours du temps. Traduit en d'autres termes, ce constat nous invite à nous interroger de nouveau sur les conditions qui permettent d'entrer dans une éthique de la discussion tant au sein de l'espace religieux que de l'espace public en général.

Nous espérons que le lecteur retrouvera là la ligne d'interrogation qui anime les *RSR* et qui sera au cœur du colloque « Théologie et Sciences Sociales ». Les deux bulletins tombent à point nommé, puisque nous lirons celui de théologie des religions de Michel Younès, et celui de Jean-Marie Donegani, de sociologie religieuse.